

Alain Biffani Canaliser une partie de la masse financière vers l'investissement

Alain Biffani, directeur général du Ministère des Finances, n'a pas été par quatre chemins pour analyser les implications, sur le contexte local, des évolutions financières internationales. Il a considéré que le Liban présente un cas d'école au niveau des aboutissements des déséquilibres financiers, probablement parce que tout, ou presque, y est permis et que les entraves à l'évolution naturelle provenant des déséquilibres des flux y sont minimales. Aboutissement d'une tendance longue, les déséquilibres de paiements entre nations font aujourd'hui partie du paysage économique mondial. Cet état de choses s'étend clairement à la situation locale. Il ouvre la voie à une fonction d'intermédiation sans cesse croissante, directement traduite dans les tailles de bilans des banques et les volumes de transactions financières. Intervenant à une table ronde organisée par l'Université Saint-Joseph (USJ) sur le thème *Enjeux financiers internationaux*, Biffani a considéré que la variable d'ajustement n'est plus la monnaie depuis 1987, avec la dollarisation de fait qui s'est produite alors, relayée ensuite par la politique du taux de change fixe. Au Liban de ces dernières décennies, l'ajustement des déséquilibres se fait par le chômage et par le double flux migratoire: émigration et immigration.



Alain Biffani.

M.A.

**AU LIBAN,
L'AJUSTEMENT DES
DÉSÉQUILIBRES SE
FAIT PAR LE CHÔMAGE
ET LE DOUBLE FLUX
MIGRATOIRE.**

estime que le pays est peu exposé à des prêteurs institutionnels. Néanmoins, notre marge de manœuvre est plus grande, ce qui fait porter une bien plus grande responsabilité à notre secteur financier, qui a certes déjà prouvé être tout à fait capable de réagir sous les pressions précédemment mentionnées, souligne-t-il. Les réponses à ce challenge que devrait apporter le Liban contiennent l'augmentation des crédits à l'investissement, surtout par rapport aux crédits à la consommation, et une réévaluation des prélèvements pour une meilleure redistribution.

Quel niveau d'endettement?

On est tellement persuadé de l'inévitabilité de l'émigration que les dépenses d'une famille libanaise sur l'éducation s'assimilent beaucoup plus à un investissement qu'à une dépense, par préparation à l'émigration des jeunes (en 2009, 13,1% du PIB libanais dont 9,1% privé et 4,1% public, alors que la France totalise 6,2% du PIB dont 0,4% dans le privé). Avec les déséquilibres locaux et les surplus du Golfe arabe, le pays du Cèdre se retrouve dans une situation où environ 60% du pouvoir d'achat est concentré entre les mains d'environ 3% de la population, ce qui justifie la tendance à ériger des murs au sein de la même société.

Contrairement à la Grèce, Alain Biffani

Au-delà des petites mesures qui facilitent le cours des opérations, et comme le Liban ne fait que refléter une tendance globale sur laquelle il n'a pratiquement aucune prise, il devient impératif pour notre pays d'utiliser, chaque fois que la situation le permet, une partie de cette masse financière nominale énorme dans l'investissement et dans le renforcement de notre cycle économique, par exemple dans l'énergie, l'environnement et l'eau, les transports, les télécommunications.. «Sinon, cette mécanique d'accumulation infinie n'aurait vraiment plus de sens, puisque nous pourrions légitimement nous demander pourquoi nous continuons à gagner du temps à un prix très élevé», conclut Alain Biffani. ■